Le Digital Services Act

Emmanuel Netter, professeur de droit privé à l'université d'Avignon
LBNC (EA 3788)

Retour en 2000 : la directive e-commerce

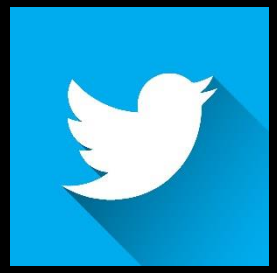
Hébergeurs

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC-ND

?

Editeurs

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC-ND



Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-SA

Régime de l’hébergeur

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-ND

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC

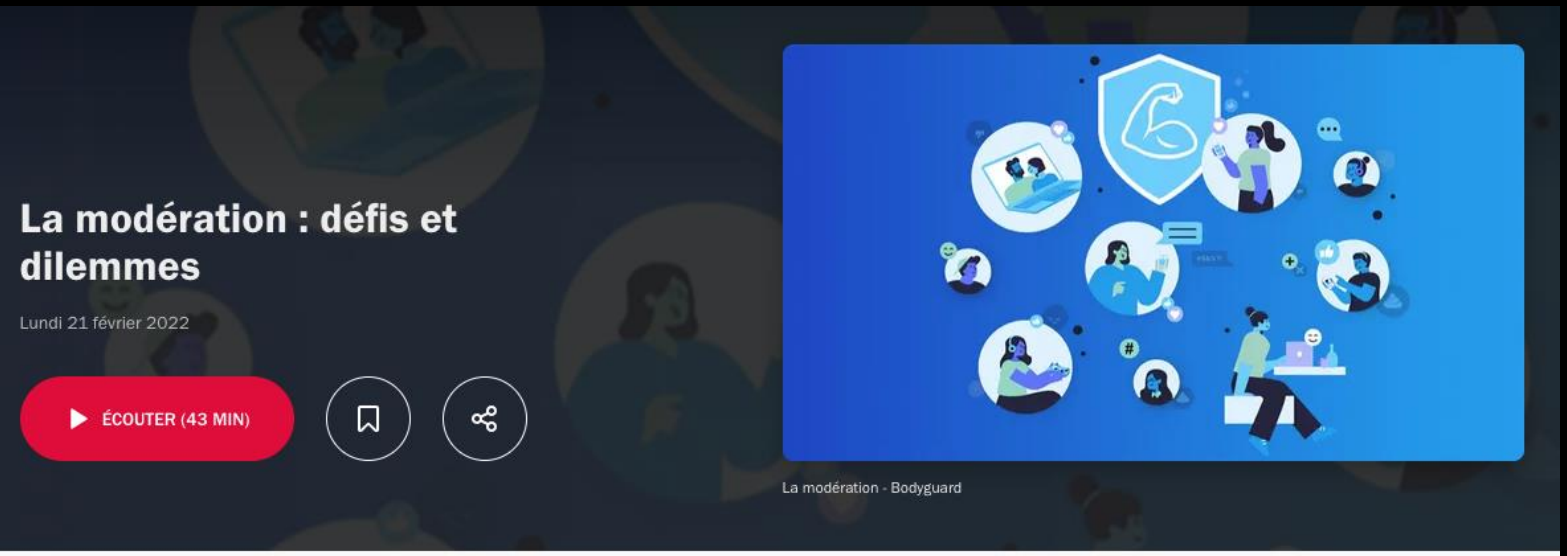
CONSEIL CONSTITUTIONNEL

CC, 10 juin 2004 : (…) ces dispositions ne sauraient avoir pour effet d'engager la responsabilité d'un hébergeur qui n'a pas retiré une information dénoncée comme illicite par un tiers si celle-ci ne présente pas manifestement un tel caractère ou si son retrait n'a pas été ordonné par un juge

Cette photo de Auteur inconnu est fournie sous licence CC BY-SA.

Modérer est **difficile**

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-SA-NC



Provenant du podcast

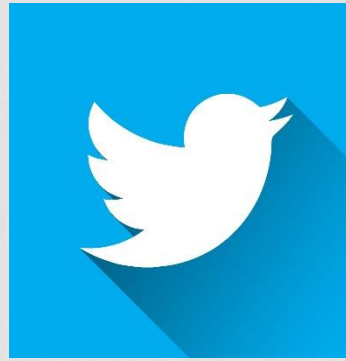
Le code a changé

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-SA-NC

Bundesministerium der Justiz

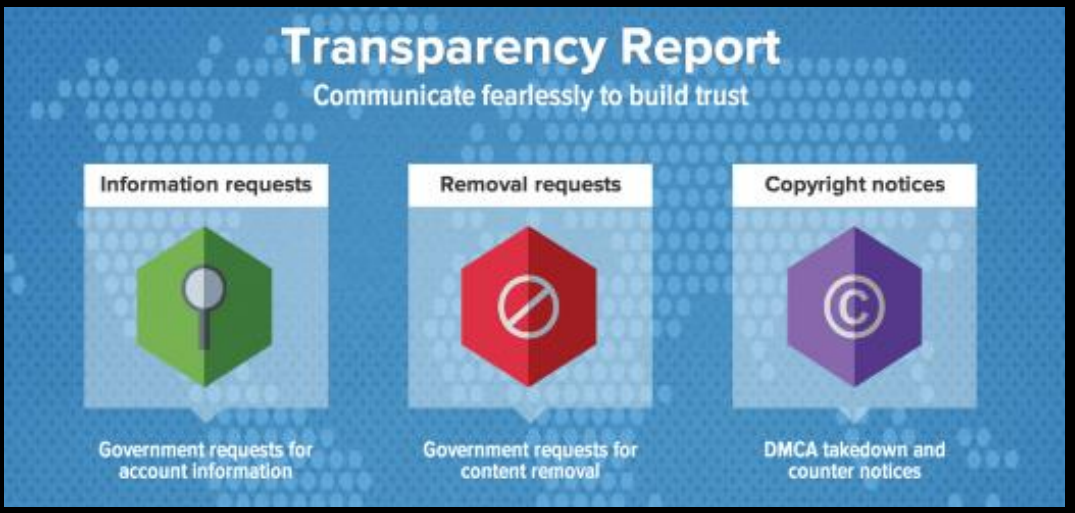
Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-SA

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC

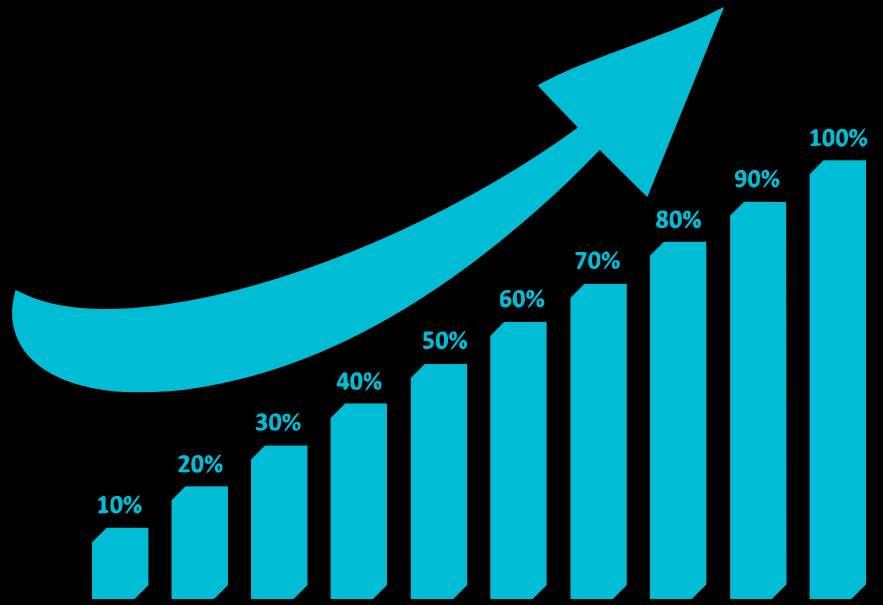


Netzwerkdurchsetzungsgesetz - 2017

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC-ND



Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-SA



Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC

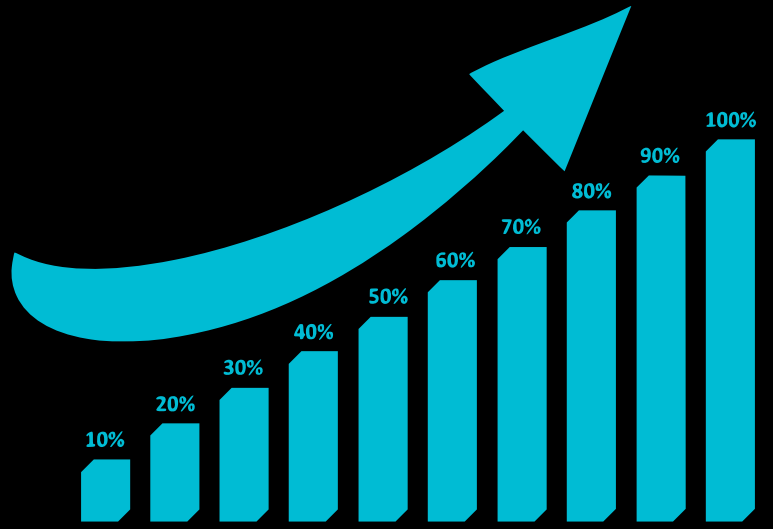
Une approche **univoque** par les **structures**

Was geht, was nicht? – CC-BY-ND 2.0 Ahdieh Ashrafi

Loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - 2020

Cette photo est soumise à la licence CC BY-NC

Structures + Résultats



Un risque de **surcensure**

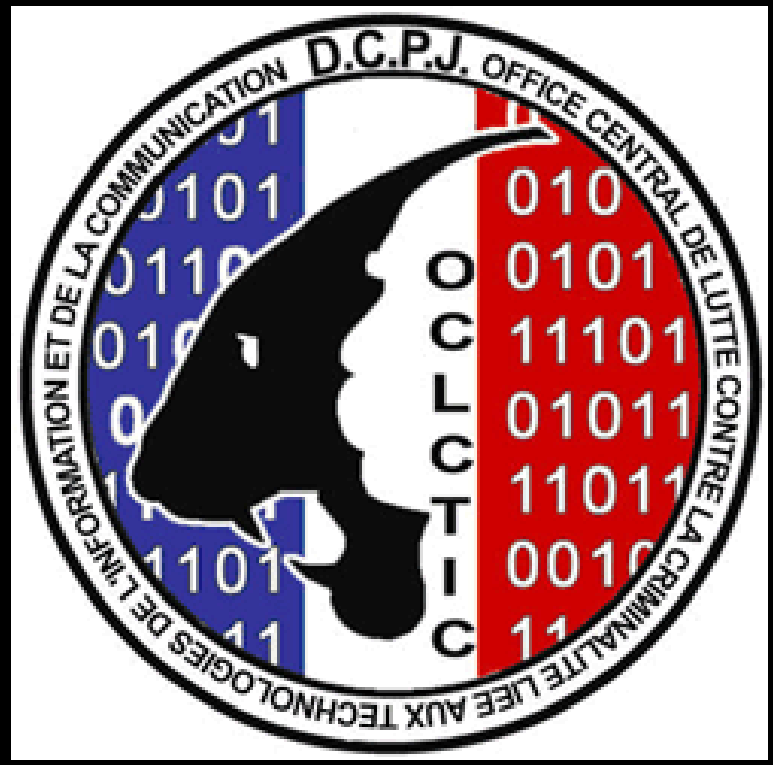
DSA
Digital
Services
Act

Un point de départ inchangé

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-SA-NC

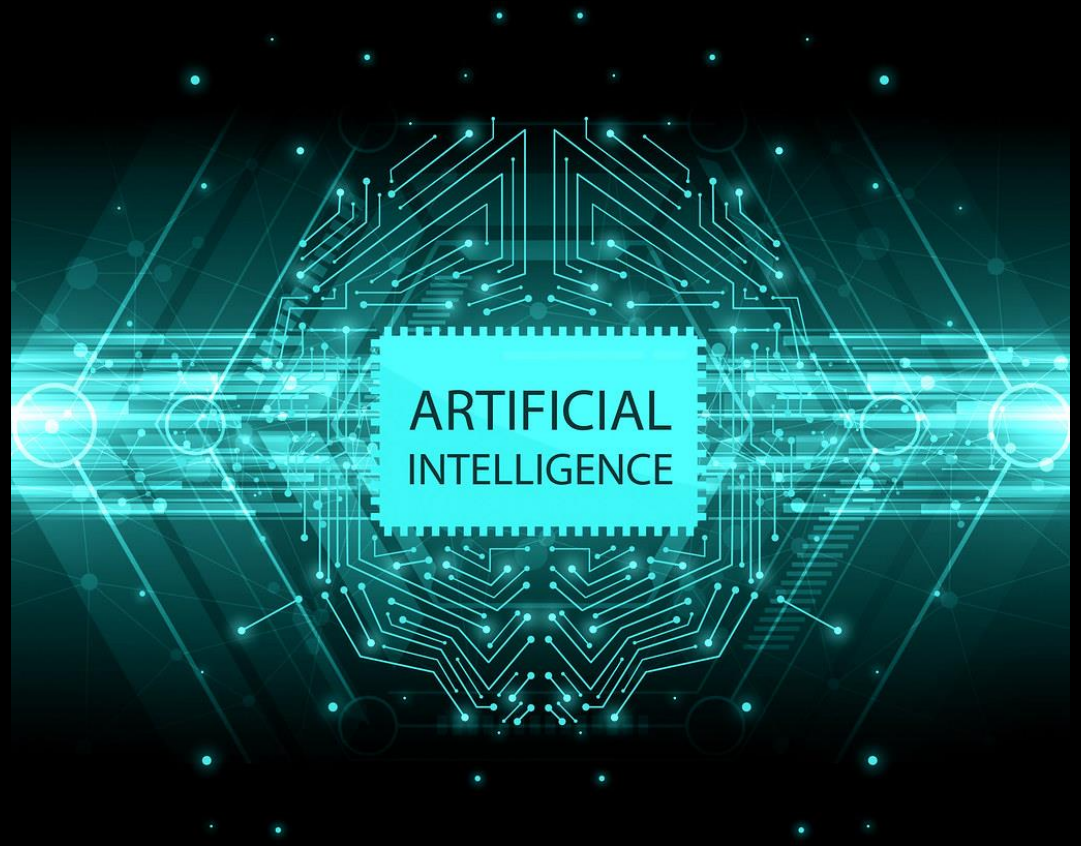
Injonctions d’agir et d’informer : l’inertie sanctionnée



Examen par les plateformes : le déclenchement

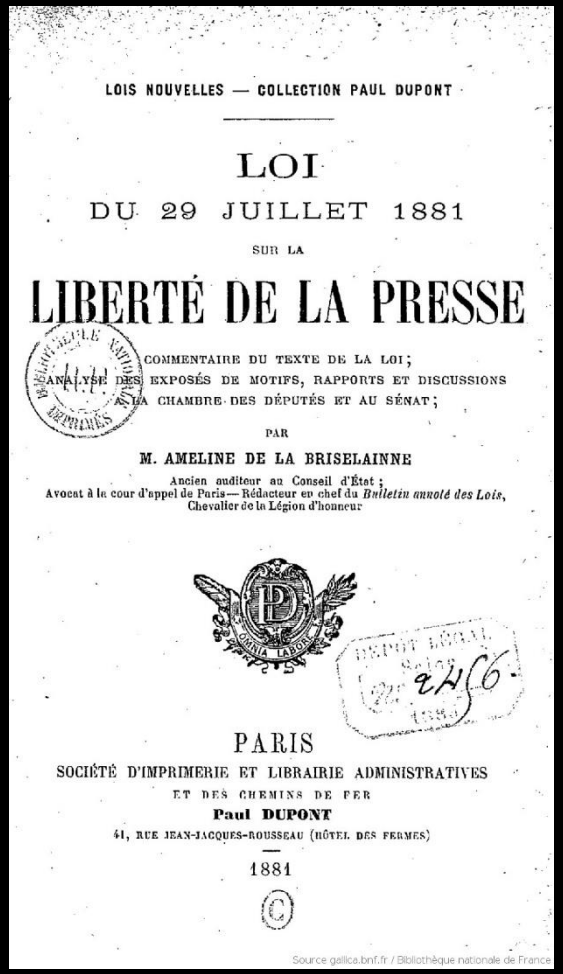
Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-ND

YouTube
TRUSTED FLAGGER
Ben



Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY

Les fondements de la décision



LOIS NOUVELLES — COLLECTION PAUL DUPONT

LOI
DU 29 JUILLET 1881
SUR LA
LIBERTÉ DE LA PRESSE

COMMENTAIRE DU TEXTE DE LA LOI;
ANALYSE DES EXPOSÉS DE MOTIFS, RAPPORTS ET DISCUSSIONS
A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ET AU SÉNAT;

PAR

M. AMELINE DE LA BRISELAINNE

Ancien auditeur au Conseil d'État;
Avocat à la cour d'appel de Paris — Rédacteur en chef du *Bulletin annoté des Lois*,
Chevalier de la Légion d'honneur

PARIS
SOCIÉTÉ D'IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ADMINISTRATIVES
ET DES CHEMINS DE FER
Paul DUPONT
41, RUE JEAN-JACQUES-ROUSSEAU (HÔTEL DES FERMES)

1881

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC-ND

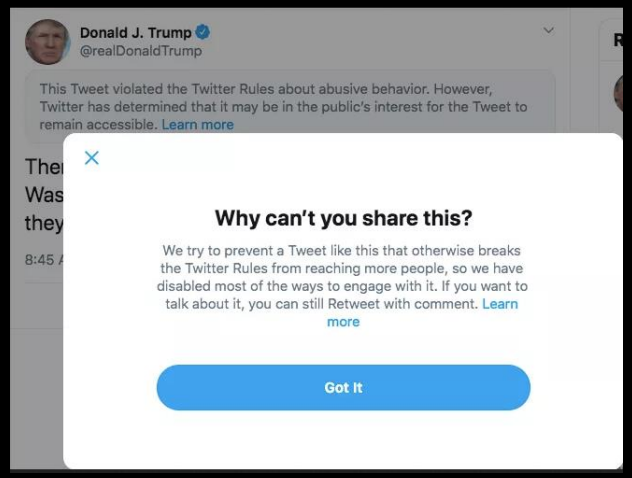
Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC

VS

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-SA

Des garanties

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-NC



Motivation

Recours

Transparence

Cette photo par Auteur inconnu est soumis à la licence CC BY

Cette photo par Auteur inconnu est soumis à la licence CC BY-NC-ND

Cette photo par Auteur inconnu est soumis à la licence CC BY-SA-NC

Cette photo par Auteur inconnu est soumise à la licence CC BY-SA

Très grandes plateformes

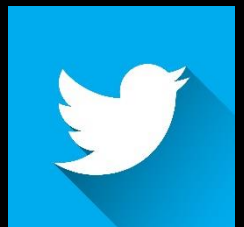
Risques systémiques

Audits

Accès aux données

Sanctions

Cette photo par Auteur inconnu est soumis à la licence CC BY-SA

Conclusion : quels rôles pour les différents acteurs ?

Arcom